

NE PAS CHASSER LES PAUVRES, CHASSER LA PAUVRETÉ !

Une expulsion est à craindre à court terme sur le bidonville « Truillot »

à Ivry-sur-Seine, où plusieurs centaines de personnes
vivent dans des conditions inhumaines depuis février 2011.

À Ivry, la lutte du Collectif de soutien, avec l'appui de la ville et du département, a permis en s'appuyant sur l'existence de la circulaire d'août 2012 d'obtenir le relogement de 32 familles : les 22 prises en charge par les collectivités locales sont d'ores et déjà relogées. L'État dans son incurie a déjà pris un an de retard dans le relogement des dix familles qu'il s'est engagé à prendre en charge.

Il reste plusieurs dizaines de familles qui seront jetées à la rue ou abritées quelques jours dans des hôtels en grande banlieue. C'est inacceptable. Comment justifier un tel arbitraire ?

Les expulsions et les hébergements en nuitées d'hôtels pour quelques jours coûtent très chers, des centaines de millions d'euros !

Le droit doit s'appliquer de manière égale pour tous. Comment imaginer une vie sans un abri stable ? Comment imaginer son insertion si ses enfants ne vont pas à l'école ? Comment trouver un emploi sans domiciliation ?

Nous sommes pour l'éradication des bidonvilles et nous sommes pour des solutions de vie pérennes pour les familles. La politique d'expulsion brutale ne règle rien. Elle a démontré qu'elle était coûteuse, inutile et particulièrement inhumaine. Cela heurte nos consciences.

Nous nous engageons parce que la situation est grave et elle perdure. Une autre politique que celle basée sur l'expulsion est possible.

Cent neuf terrains appartenant à l'État ont été répertoriés en Ile de France, des locaux vides qui pourraient être aménagés et où des projets sociaux pourraient voir le jour et ainsi, favoriser l'insertion.

La solidarité doit être mieux répartie entre les communes. Si chaque commune prenait sa part de solidarité la charge pour chacune serait légère.

Pierre Gosnat avait fait la demande d'une Conférence régionale sous l'égide de l'État pour organiser cette solidarité, Philippe Bouyssou, nouveau maire d'Ivry, a repris à son compte cette demande. Nous soutenons cette démarche.

Parce qu'en définitive de quoi parle-t-on ? Le chiffre de l'immigration des Roms est stable en France depuis dix ans, 17 000 environ, rapportés à la population française de soixante six millions, c'est une goutte d'eau démographique ! Environ 0,027% de la population. La France dans son histoire a déjà eu à relever des défis d'une tout autre ampleur.

Chasser les pauvres ne marche pas, les pauvres ne se dissolvent pas, en revanche, chasser la pauvreté est possible.

Nous décidons de nous mobiliser et d'agir, pour empêcher qu'une catégorie d'hommes et de femmes soit humiliée, bafouée, réduite à l'état de sous-humanité.

Vendredi 29 mai 2015 à 17h, venez au rassemblement devant la préfecture, soutenir la demande d'audience au Préfet, réclamant qu'il n'y ait pas d'expulsion sans relogement.

Samedi 6 juin,
sur le terrain Truillot, à partir de 12h, venez participer à la grande fête solidaire des Roms.

Dans ces temps difficiles pour tous, il faut se rassembler et ne jamais oublier les valeurs de combat, de partage et de solidarité.

Collectif de soutien aux Roumains d'Ivry
et Romeurope 94.

mai 2015